Liberté d'expression (Art. 10 CEDH)

Diffamation d'un médecin par la diffusion de tracts anti-avortement

Liberté d'expression (Art. 10 CEDH)

Nicolas Hervieu

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/3718>

DOI : 10.4000/revdh.3718

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Nicolas Hervieu, « Diffamation d'un médecin par la diffusion de tracts anti-avortement », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 14 janvier 2011, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/3718> ; DOI : 10.4000/revdh.3718

Ce document a été généré automatiquement le 5 mai 2019.

Tous droits réservés

Liberté d'expression (Art. 10 CEDH)

Diffamation d'un médecin par la diffusion de tracts anti-avortement

Liberté d'expression (Art. 10 CEDH)

Nicolas Hervieu

- 1 En octobre 1997, deux militants anti-avortement ont distribué devant le centre médical de Nuremberg des tracts qualifiant l'un des médecins de ce centre de *"spécialiste du meurtre d'enfants à naître"* (« *'Killing specialist' for unborn children* »). Surtout, le tract se terminait par « *autrefois : Holocauste ; aujourd'hui : Babycaust* » (« *damals : Holocaust heute : Babycaust* »). Poursuivis pénalement, les intéressés furent acquittés en première instance avant d'être finalement condamnés en appel à des amendes pour diffamation du centre médical ainsi que du médecin mais ce, uniquement pour le passage relatif à l'Holocauste. La Cour constitutionnelle allemande annula cette solution en ce qui concerne la diffamation à l'encontre du centre médical mais la maintint s'agissant du médecin. De plus, l'action initiée parallèlement par la clinique de Nuremberg afin qu'il soit enjoint à ces militants de ne plus distribuer de tels tracts à l'avenir a été rejetée, cette solution ayant été confirmée par un autre arrêt de la Cour constitutionnelle (§ 26-27)
- 2 Saisie d'une allégation de violation de la liberté d'expression (Art. 10), la Cour européenne des droits de l'homme décide à l'unanimité de ne pas condamner l'Allemagne au titre de ce grief. Pour ce faire, elle constate d'abord que la condamnation pour diffamation matérialise une ingérence au sein de cette liberté (§ 40) qui était toutefois prévue par la loi pénale allemande (§ 41) et qui aspirait à protéger « *la réputation ou les droits d'autrui* », en l'occurrence ceux du médecin (§ 42). Ensuite, et surtout, cette ingérence est jugée « *nécessaire dans une société démocratique* » (§ 43). A l'aune du « *degré spécial de protection dont bénéficie l'expression d'opinions dans le cadre d'un débat portant sur des questions d'intérêt général* » (§ 45 – Cour EDH, 1^e Sect. 22 avril 2010, *Fatullayev c. Azerbaïdjan*, Req. n° 40984/07 – ADL du 26 avril 2010 ; Cour EDH, 5^e Sect. 15 janvier 2009, *Orban et autres c. France*, Req. n° 20985/05 – ADL du 17 janvier 2009), la juridiction strasbourgeoise confirme l'analyse des juges internes selon laquelle la majeure partie du tract anti-avortement ne dépassait pas les limites de la liberté d'expression (sur la liberté d'expression des militants pro-

avortement, v. Cour EDH, 2^e Sect. 3 février 2009, *Women On Waves et autres c. Portugal*, Req. n° 31276/05, § 42 – ADL du 3 février 2009). Ce texte était effectivement lié à “des questions d'intérêt public” et aspirait à “poursuivre des buts politiques même si c'est par l'usage de critiques exagérées et polémiques” (§ 45 – Cour EDH, 5^e Sect. 25 février 2010, *Renaud c. France*, Req. n° 13290/07 – ADL du 25 février 2010 ; Cour EDH, 2^e Sect. 20 octobre 2009, *Alves Da Silva c. Portugal*, Req. n° 41665/07 – ADL du 21 octobre 2009). S'agissant toutefois du seul passage source de la condamnation pénale (« autrefois : Holocauste ; aujourd'hui : Babycaust »), les juges européens considèrent – toujours à l'image des juges allemands (§ 46) – qu'il emporte “une sérieuse violation des droits” du médecin (§ 47). De façon remarquable, cette conclusion est étayée par l'idée que “l'impact de l'_expression_ d'une opinion ...sur la protection de la personnalité d'une autre personne ne peut être détaché du contexte historique et social dans lequel cette déclaration est faite. La référence à l'Holocauste doit donc être appréciée dans le contexte spécifique du passé allemand” (§ 48 : « the impact an _expression_ of opinion has on another person's personality rights cannot be detached from the historical and social context in which the statement was made. The reference to the Holocaust must also be seen in the specific context of the German past »). Partant, la sanction pour diffamation n'est pas jugée disproportionnée (§ 49) et aucune violation de la liberté d'_expression_ n'est ici constatée (§ 50), même si l'Allemagne est par ailleurs condamnée pour une violation assez classique de l'article 6 (droit à un procès équitable) du fait de la durée excessive de la procédure devant la Cour constitutionnelle (cinq ans et demi – § 51-58).

*

Hoffer et Annen c. Allemagne (Cour EDH, 5^e Sect. 13 janvier 2010, Req. n° 397/07 et 2322/07) – Uniquement en anglais

AUTEUR

NICOLAS HERVIEU

Nicolas Hervieu est un juriste français en droit public, spécialiste de la Cour européenne des droits de l'homme